

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 204

[2009/200085]

18 DECEMBRE 2008. — Décret relatif à la gestion des déchets de l'industrie extractive (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans le titre II du décret du 7 juillet 1988 des mines, il est ajouté un chapitre VII rédigé comme suit :

“Chapitre VII - Des installations de gestion de déchets d'extraction minière

Article 55*bis*. Le Gouvernement insère et classe les installations de gestion de déchets d'extraction minière qu'il détermine dans la liste des installations et activités arrêtée sur la base de l'article 3 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Le permis de recherche ou l'acte de concession délivré pour une mine ne couvre pas l'exploitation de ces installations.”

Art. 3. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même décret :

1^o les mots “Sans préjudice des obligations résultant, pour une installation de gestion de déchets d'extraction minière, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement” sont ajoutés au début de l'alinéa;

2^o le tiret suivant est ajouté :

“ - quant au remblayage des trous d'excavation à des fins de remise en état et de construction. ”

Art. 4. Dans l'article 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, il est ajouté un troisième paragraphe rédigé comme suit :

“§ 3. Un permis d'environnement pour une installation de gestion de déchets d'extraction visée par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ne peut être délivré que si l'autorité a l'assurance que la gestion des déchets n'entre pas directement en conflit ou n'interfère pas d'une autre manière avec la mise en œuvre des plans visés au paragraphes 1^{er} et 2.”

Art. 5. Dans l'article 13, alinéa 2, *in fine*, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots “à tout établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement,” sont insérés entre le mot “relatives” et les mots “aux établissements mobiles”.

Art. 6. Dans l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots “à un établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement ou” sont insérés entre le mot “relative” et les mots “à un établissement mobile”.

Art. 7. Dans l'article 55, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les mots “, ainsi que les obligations relatives au suivi après fermeture” sont ajoutés *in fine*.

Art. 8. Dans le même décret, il est ajouté un article 59*quater* rédigé comme suit :

“Art. 59*quater*. Le Gouvernement détermine les obligations auxquelles, après la fermeture d'un établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction telle que définie par le Gouvernement, l'exploitant de cet établissement est tenu pour prévenir ou réduire autant que possible les effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine résultant de la gestion de déchets d'extraction.

Le Gouvernement établit un inventaire des installations de gestion de déchets d'extraction fermées, y compris les installations désaffectées, ayant des incidences graves sur l'environnement ou risquant, à court ou à moyen terme, de constituer une menace sérieuse pour la santé humaine ou l'environnement. Cet inventaire est réalisé en tenant compte, si elles sont disponibles, des méthodologies visées à l'article 21 de la Directive 2006/21/CE du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE. Il est mis à la disposition du public et est régulièrement mis à jour.”

Art. 9. Dans l'article 65, § 1^{er} du même décret :

1^o à l'alinéa 1^{er}, il est ajouté un point 4^o rédigé comme suit :

“4^o en ce qui concerne les établissements constituant une installation de gestion de déchets d'extraction telle que définie par le Gouvernement, si cela s'avère nécessaire :

a) suite à une modification importante de l'exploitation de l'installation. Par modification importante, on entend une modification apportée à la structure ou à l'exploitation de l'installation qui, de l'avis du fonctionnaire technique, est susceptible d'avoir des effets négatifs importants sur la santé humaine ou l'environnement;

b) suite à un événement susceptible de porter atteinte à la stabilité de l'installation ou à un effet néfaste important sur l'environnement révélé par les procédures de contrôle et de surveillance de l'installation;

c) à la lumière de l'échange d'informations sur une évolution majeure des meilleures techniques disponibles prévu à l'article 21, § 3, de la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.”;

2^o à l'alinéa 5, il est ajouté un troisième tiret rédigé comme suit :

“- cette proposition ou cette demande concerne un des cas visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o.”

Art. 10. Dans l'article 77, § 1^{er}, du même décret, il est ajouté un point 5^o rédigé comme suit :

"5^o celui qui contrevient à l'article 59^{quater}, alinéa 1^{er}."

Art. 11. Dans l'article 79, § 1^{er}, du même décret, les mots "et 59^{quater}, alinéa 1^{er}" sont ajoutés entre les mots "59^{bis}" et ", le tribunal".

Art. 12. Dans l'article 81, § 2, alinéa 3, du même décret, les mots ", ainsi qu'à tout établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement " sont ajoutés *in fine*.

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 181^{bis} rédigé comme suit :

"L'inventaire des installations de gestion de déchets d'extraction fermées visé à l'article 59^{quater}, alinéa 2, est réalisé avant le 1^{er} mai 2012."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 863 (2008-2009). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 décembre 2008.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 204

[2009/200085]

18. DEZEMBER 2008 — Dekret über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In den Titel II des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben wird ein Kapitel VII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel VII — Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie

Artikel 55^{bis} - Die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie werden von der Regierung in die von ihr bestimmte Liste der Anlagen und Tätigkeiten eingefügt und eingestuft, die auf der Grundlage von Artikel 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt wurde. Die für eine Grube ausgestellte Schürfgenehmigung oder die Konzessionsurkunde deckt nicht die Bewirtschaftung dieser Anlagen."

Art. 3 - In Artikel 18, Absatz 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Unbeschadet der Verpflichtungen, die sich für eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie aus dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ergeben" wird am Anfang des Absatzes hinzugefügt;

2° der folgende Strich wird hinzugefügt:

"- was das Auffüllen der Abbaulöcher im Hinblick auf die Wiederinstandsetzung und die Bebauung betrifft."

Art. 4 - In Artikel 24 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird ein dritter § mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"§ 3. Eine Umweltgenehmigung für eine im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie kann nur dann ausgestellt werden, wenn die Behörde davon sicher ist, dass die Bewirtschaftung der Abfälle die Durchführung der in den §§ 1 und 2 erwähnten Pläne weder direkt beeinträchtigt noch auf irgend eine Weise stört."

Art. 5 - In Artikel 13, Absatz 2, *in fine*, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird der Wortlaut "jedes Betriebs, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt," zwischen das Wort "bezüglich" und den Wortlaut "der mobilen Betriebe" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 14, § 1, Absatz 2, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird der Wortlaut "eines Betriebs, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt, oder " zwischen das Wort "bezüglich" und den Wortlaut "eines mobilen Betriebs" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel, 55, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "sowie die mit der Weiterbehandlung nach der Schließung verbundenen Verpflichtungen" zwischen das Wort "Kosten" und das Wort "deckt" eingefügt.

Art. 8 - Demselben Dekret wird ein Artikel 59^{quater} mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 59^{quater} - Die Regierung bestimmt die Verpflichtungen, denen ein Betreiber nach der Schließung eines Betriebs, der eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie, so wie durch die Regierung bestimmt, darstellt, genügen muss, um die durch die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie verursachten nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit zu vermeiden oder möglichst zu verringern.

Die Regierung erstellt eine Auflistung der geschlossenen Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie, einschließlich der stillgelegten Anlagen, die schwerwiegende Auswirkungen auf die Umwelt haben oder die kurz- bzw. langfristig eine ernsthafte Bedrohung für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt darstellen können. Bei der Erstellung dieser Auflistung werden, falls sie verfügbar sind, die in Artikel 21 der Richtlinie 2006/21/EG vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Abänderung der Richtlinie 2004/35/EG erwähnten Methodologien berücksichtigt. Sie wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt und regelmäßig aktualisiert. "

Art. 9 - In Artikel 65, § 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"4° was die Betriebe betrifft, die eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie, so wie durch die Regierung bestimmt, darstellen, wenn es sich aus folgenden Gründen als notwendig erweist:

a) aufgrund einer größeren Änderung der Bewirtschaftung der Anlagen. Unter "größerer Änderung" versteht man eine an der Struktur oder der Bewirtschaftung der Anlage vorgenommene Änderung, die nach der Meinung des technischen Beamten größere negative Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt haben kann;

b) aufgrund eines Vorkommnisses, das die Stabilität der Anlage beeinträchtigen kann, oder einer größeren nachteiligen Auswirkung auf die Umwelt, die durch die Kontroll- und Überwachungsverfahren der Anlage ans Licht gebracht worden ist;

c) aufgrund des Informationsaustauschs über eine bedeutende Entwicklung der bestmöglichen verfügbaren Techniken, der in Artikel 21, § 3 der Richtlinie 2006/21/CE/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Abänderung der Richtlinie 2004/35/EG vorgesehen ist.;"

2° in Absatz 5 wird ein dritter Strich mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"- dieser Vorschlag oder dieser Antrag betrifft einen der in Absatz 1, 4° erwähnten Fälle."

Art. 10 - In Artikel 77, § 1 desselben Dekrets wird ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"5° derjenige, der gegen Art. 59^{quater}, Absatz 1 verstößt."

Art. 11 - In Artikel 79, § 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "und 59^{quater}, Absatz 1" zwischen den Wortlaut "59^{bis}" und das Wort "kann" eingefügt.

Art. 12 - In Artikel, 81, § 2, Absatz 3 desselben Dekrets wird der Wortlaut "sowie jedem Betrieb, der eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie, so wie durch die Regierung bestimmt, darstellt." am Ende hinzugefügt.

Art. 13 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 181*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:
 "Die in Artikel 59*quater*, Absatz 2 erwähnte Auflistung der geschlossenen Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie wird vor dem 1. Mai 2012 erstellt."

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
 A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
 M. DAERDEN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
 Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
 J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
 Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
 M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
 D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
 B. LUTGEN

—
 Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 863 (2008-2009). Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 2008.

Diskussion - Abstimmung.

—
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 204

[2009/200085]

18 DECEMBER 2008. — **Decreet betreffende het beheer van de afval van winningsindustrieën** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en houdende wijziging van Richtlijn 2004/35/EG gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Titel II van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen wordt aangevuld met een hoofdstuk VII, luidend als volgt :

"Hoofdstuk VII — Installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën

Artikel 55*bis*. De door de Regering bepaalde installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën worden door haar opgenomen en ingedeeld op de lijst van de installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën, die vastgelegd is op basis van artikel 3, van het decreet van 11 maart 1999, betreffende de milieuvergunning. De exploitatie van die installaties wordt niet gedekt door de onderzoeksvergunning of de concessieakte die voor een mijn afgeleverd wordt."

Art. 3. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet :

1° worden de woorden "Onverminderd de verplichtingen die voor een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën opgelegd worden bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning" in het begin van het lid toegevoegd;

2° wordt het volgende streepje toegevoegd :

"- wat betreft de opvulling van uitgravingskuilen met het oog op herstel- en bouwwerken."

Art. 4. Artikel 24 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt aangevuld met een derde paragraaf, luidend als volgt :

"§ 3. Een milieuvergunning voor een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning mag slechts afgegeven worden als de overheid de garantie heeft dat het afvalbeheer niet rechtstreeks in conflict komt met of niet op een andere wijze interfereert vóór de tenuitvoerlegging van de plannen bedoeld in de paragrafen 1 en 2."

Art. 5. In artikel 13, tweede lid, *in fine*, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "elke inrichting die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering," ingevoegd tussen de woorden "betreffende" en "de mobiele inrichtingen".

Art. 6. In artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "elke inrichting die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering," ingevoegd tussen de woorden "betreffende" en "de mobiele inrichtingen".

Art. 7. In artikel 55, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “, alsook de verplichtingen tot opvolging na sluiting” *in fine* toegevoegd.

Art. 8. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 59*quater*, luidend als volgt :

“Art. 59*quater*. De Regering bepaalt de verplichtingen die de exploitant van een inrichting die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering, moet nakomen om de uit genoemd beheer voortkomende nadelige gevolgen voor het leefmilieu en de menselijke gezondheid zoveel mogelijk te voorkomen en te beperken.

De Regering maakt een inventaris van de gesloten installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën, met inbegrip van de afgedankte installaties, die ernstige milieueffecten hebben of die op korte of middellange termijn een ernstig gevaar voor het leefmilieu en de menselijke gezondheid dreigen te vormen. Die inventaris wordt gemaakt met inachtneming van de methodologieën bedoeld in artikel 21 van Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en houdende wijziging van Richtlijn 2004/35/EG. Het wordt ter inzage van het publiek gelegd en regelmatig bijgehouden.”

Art. 9. In artikel 65, § 1, van hetzelfde decreet :

1° wordt het eerste lid aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

“4° wat betreft de inrichtingen die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering, indien zulks nodig blijkt te zijn :

a) ingevolge een ingrijpende wijziging in de exploitatie van de installatie. Onder ingrijpende wijziging wordt verstaan een wijziging in de structuur of de exploitatie van de installatie die, naar het oordeel van de technisch ambtenaar, belangrijke negatieve gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of voor het milieu;

b) ingevolge een gebeurtenis die de stabiliteit van de installatie in het gedrang kan brengen of ingevolge een belangrijk nadelig milieueffect aan het licht gebracht via de controle- en toezichtsprocedures;

c) via de uitwisseling van informatie over een belangrijke ontwikkeling van de beste beschikbare technieken, bedoeld in artikel 21, § 3, van Richtlijn 2006/21/CE/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en houdende wijziging van richtlijn 2004/35/EG. »

2° in het vijfde lid wordt een derde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

“- dat voorstel of die aanvraag betreft één van de gevallen bedoeld in het eerste lid, 4°.”

Art. 10. In artikel 77, § 1, van hetzelfde decreet wordt een punt 5° toegevoegd, luidend als volgt :

5° een overtreding van artikel 59*quater*, eerste lid.”

Art. 11. In artikel 79, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “en 59*quater*, eerste lid” ingevoegd tussen de woorden “59*bis*” en “, kan de rechtbank”.

Art. 12. In artikel 81, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “, alsook elke inrichting die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering”, *in fine* toegevoegd.

Art. 13. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 181*bis*, luidend als volgt :

“De in artikel 59*quater*, tweede lid, bedoelde inventaris van de gesloten installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën wordt vóór 1 mei 2012 gemaakt.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 863 (2008-2009). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2008.

Bespreking - Stemmingen.